

Le rapport « pour la libération de la croissance française »

Une caractéristique étonnante du rapport Attali est qu'il ne comporte quasiment aucune analyse globale pour justifier les mesures qu'il propose. Fâcheux oubli pour qui prétend convaincre. Au fil des pages d'introduction, l'auteur se contente de multiplier les constats sur le grave déclin de la France. L'explication qu'en donne M. Attali tient en une seule phrase : « Parce que depuis 20 ans, elle n'a pas su se réformer. »¹

Le lecteur donc est prié de faire confiance aux 316 réformes proposées et de croire qu'elles procureront les 1% de croissance supplémentaire annoncés. Cependant, après les avoir lues, il n'apparaît pas trop hasardeux de reconstituer l'analyse économique qui les sous-tend.

◦
◦ ◦

Premier constat notable : la réduction des dépenses publiques, qui constitue souvent l'alpha et l'oméga de ces « réformes structurelles » que notre pays n'aurait toujours pas su accomplir, n'est pas retenue comme un moyen d'améliorer la croissance. Il est vrai que ce n'est pas la baisse des dépenses publiques qui permet de créer de l'activité – l'effet immédiat est exactement inverse² – mais la baisse des impôts qui est censée l'accompagner.

Or le rapport préconise un bon nombre de mesures dont on voit mal comment elles pourraient aboutir si elles n'étaient pas conduites par l'Etat et s'il n'y consacrait pas des crédits budgétaires significatifs. Au mieux peut-on espérer que les économies suggérées ici et là³ permettraient de compenser ces dépenses nouvelles. D'ailleurs, le rapport ne propose aucune baisse d'impôts. Il fait au contraire plusieurs propositions pour les augmenter, par la hausse du produit de l'impôt sur les revenus et par la création d'une fiscalité écologique.

Cette voie écartée, l'essentiel du rapport est une compilation des mesures qui ont été imaginées à ce jour pour permettre au marché du travail de fonctionner en France comme le voudrait la théorie. Le postulat sous-jacent est évidemment que la « main invisible » du marché, chère aux économistes, parviendrait alors à créer les emplois qui nous font défaut.

Cette démarche a été suivie des dizaines de fois depuis la fin des années 70, avec les résultats que l'on sait. Ce nouveau rapport nous fait connaître la sélection de M. Attali entre ce qui n'a pas réussi et qu'il faut arrêter – les contingentements des heures supplémentaires, les départs imposés à la retraite... – sans expliquer vraiment pourquoi, et ce qui n'a pas réussi mais qu'il faut néanmoins poursuivre – la mobilisation pour l'emploi des jeunes, la formation continue...- sans indiquer pourquoi cela serait plus efficace demain qu'hier.

Cette nouvelle chasse aux dysfonctionnements du marché du travail n'a pas conduit à débusquer d'idée véritablement nouvelle. L'originalité du rapport est de mettre le projecteur

¹ 20 ans nous ramènent en 1988, le début du second septennat de M. Mitterrand. Si l'on en croit l'inflation des textes de loi, pourtant, la France a beaucoup essayé depuis. Sans doute n'était-ce jamais dans la bonne direction.

² La dépense publique est une composante importante du PIB français – 27% en 2005 et sur les 30 dernières années un des principaux moteurs de la croissance telle qu'on la mesure.

³ dont la suppression des départements.

sur un certain nombre d'entre elles, comme celles sur les professions protégées, qu'il avait paru judicieux jusqu'ici de formuler plus discrètement.

◦
◦ ◦

Il serait étonnant que les Français attendent de cette démarche de meilleurs résultats que ceux obtenus depuis trente ans. Ils seront d'autant moins convaincus que, comme c'est souvent le cas désormais, les vertus du marché ne sont invoquées ici que dans un seul sens, celui défavorable aux salariés.

Il est significatif à cet égard que le rapport n'examine aucun cas dans lequel une hausse des rémunérations proposées permettrait de susciter des candidatures réputées inexistantes. Par exemple, le marché de l'immobilier ayant démontré ces dernières années son aptitude à absorber de fortes hausses du prix des terrains, pourquoi n'aurait-il pas pu absorber des hausses équivalentes des salaires dans le bâtiment?

Il en va de même de l'argumentation développée pour encourager l'appel à la main d'œuvre étrangère. Cela apparaîtra avant tout comme un moyen de peser sur les salaires, tout en ignorant les emplois ainsi supprimés pour les Français. On regrette par exemple que le rapport ne se soit pas intéressé aux raisons pour lesquelles on écarte de jeunes français des professions médicales, non pour aptitudes insuffisantes, mais par le biais d'un *numerus clausus*, et que l'on embauche ensuite des étrangers dans nos hôpitaux pour remplir les postes vacants.

Nul doute enfin que la proposition de transposer sans tarder toutes les directives européennes – dont le dernier avatar de la directive Bolkestein – sera interprétée de la même manière. De fait, les théories du marché du travail ne se prononcent en rien sur la localisation des emplois créés. Si l'on passe du cadre géographique national au cadre européen, ces théories laissent entièrement compatibles une amélioration de l'emploi en Europe et une détérioration concomitante en France.

Ainsi utilisée à sens unique, la thèse selon laquelle il faut s'en remettre aux mécanismes du marché du travail pour créer les emplois et l'activité qui nous font défaut va inévitablement apparaître comme une argumentation de circonstance. De ce fait, elle n'a guère de chances de convaincre l'opinion publique.

◦
◦ ◦

Si M. Attali estime qu'il faut baisser les salaires et les revenus, un minimum d'explications aurait certainement été nécessaire. En leur absence, l'argument qui sera développé par les syndicats fera mouche : comment peut-on relancer la croissance en proposant de réduire le pouvoir d'achat des salariés ?

Or il apparaît assez clairement que M. Attali écarte l'idée selon laquelle notre pays souffre d'une insuffisance d'exportations. Il ne serait pas totalement exact de dire que le rapport ne se préoccupe pas de notre compétitivité sur les marchés internationaux. On identifie au fil des pages différentes mesures dont l'effet permettrait de l'améliorer. Mais c'est presque toujours de manière incidente.

C'est ainsi que les développements pour «placer la France au cœur du monde»⁴, qui seraient un lieu privilégié pour en parler, proposent pour l'essentiel de faire de Paris une place

⁴ page 93

financière majeure, alors que notre handicap fondamental concerne les secteurs exportateurs, autrement dit presque exclusivement l'industrie, l'agriculture et l'accueil des touristes étrangers.

Significatif également est le chapitre consacré aux PME. On peut comprendre la priorité qu'il est proposé de leur accorder : leur poids politique plus important que celui des grandes entreprises. Mais, chez nous comme ailleurs, leur contribution directe aux exportations est des plus limitées. Dans ces conditions, les délais de paiement entre entreprises, sujet en effet digne d'intérêt, aurait dû être examiné sous l'angle de la compétitivité internationale de chaque filière entière, allant des grands exportateurs aux plus petits de leurs sous-traitants.

Dernière illustration : le transfert des cotisations sociales vers la TVA n'est pas présenté comme un moyen de restaurer une partie de notre compétitivité perdue, mais simplement comme une manière parmi d'autres d'élargir l'assiette du financement, pour « assurer progressivement un financement plus juste de la protection sociale. »⁵

M. Attali semble donc en être resté, à l'instar de tant d'autres économistes français, aux théories désuètes du marché du travail et ignore le rôle fondamental que joue la balance des paiements courants dans notre croissance. Faire un rapport pour «la libération de la croissance française» et en ignorer l'obstacle principal est à nos yeux affligeant.

o
o

M. Attali lui-même croit-il à l'efficacité des 316 mesures qu'il propose ? On veut bien l'admettre, bien que son affirmation plusieurs fois réitérées qu'il faut tout prendre ou tout laisser⁶ apparaît à bien des égards comme une manière de dégager par avance sa responsabilité en cas d'échec de la thérapie proposée.

Mais il est clair qu'il ne croit pas possible de convaincre les Français de leur bien fondé. Comment interpréter autrement le fait qu'il a omis toute explication d'ensemble ? Répondre aux objections est en effet un point de passage obligé pour convaincre. Pire : il a intégré dans son rapport des propositions inutilement provocantes et a adopté ensuite une attitude hautaine, y compris à l'égard des parlementaires, pour éviter de se soumettre à la critique.

Pourtant, M. Attali n'ignore pas que l'adhésion de l'opinion publique est un facteur essentiel. Il le rappelle en de multiples occasions dans son rapport⁷. Mais il a deviné juste : il ne convaincra pas les Français. Pour une raison simple d'ailleurs : il faut pour y parvenir répondre à ce qu'ils constatent, et non leur proposer des mesures inspirées de théories économiques qui datent d'une autre époque, et qui ont été essayées sans succès depuis de nombreuses années.

Les Français voient leurs emplois qui partent à l'étranger. Et ils pensent naturellement que s'il y a du chômage, c'est qu'il manque d'emplois. L'analyse économique moderne, qui prend en compte les effets de la concurrence internationale, de la globalisation financière et de notre appartenance à la zone monétaire de l'euro, leur donne raison. Si on ne leur explique pas aujourd'hui comment on va créer de nouveaux emplois autrement qu'en se remettant au bon

⁵ page 209

⁶ « Ceci n'est pas un inventaire dans lequel un gouvernement pourrait picorer à sa guise...C'est un ensemble cohérent...dont chaque élément constitue la clé de la réussite du tout. » a-t-il écrit en introduction. M. Attali est trop averti des réalités politiques pour avoir cru un seul instant qu'il en irait ainsi quand il l'a rédigé son rapport.

⁷ il y consacre d'ailleurs un chapitre entier : «Faire de la croissance l'affaire de toutes et de tous» (page 255)

vouloir de la «main invisible» du marché, ils ne se laisseront pas convaincre. A juste titre selon nous.

Il est clair que notre pays doit s'adapter à l'évolution du monde. Ses entreprises le font d'ailleurs beaucoup mieux qu'on ne le dit. Mais avant de prétendre réformer la France, il faudrait d'abord songer à réformer notre pensée économique.

Daniel Fédou
Pt d'Entreprise Emplois
8 mars 2008